8e Année. N° 132. — 25 Juillet 1932 Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La bataille de Belgique

*La bataille qui, partie du Borinage, a secoué toute la Belgique au milieu de ce mois, est la première grande bataille de classes que livre le prolétariat, depuis le commencement de la crise. Elle est l'*avertissement. *L'avertissement que le prolétaire ne peut plus supporter la moindre diminution nouvelle de son niveau de vie, qu'il est arrivé au point où, lui et sa famille, préfèrent se faire tuer dans la rue, plutôt que mourir lentement de faim chez eux.*

L'importance d'un tel mouvement ne saurait être surestimé. Aussi publions-nous, plus loin, trois lettres de nos amis belges, écrites au cours même des événements, par des témoins oculaires et... agissants.

Deux de ces lettres nous ont été adressées par nos propres correspondants ; la troisième est traduite du journal du parti socialiste indépendant de Hollande. Dans l'une ce sont les événements du Borinage même que l'auteur a le plus spécialement en vue ; la seconde ajoute au récit coloré de ces mêmes événements, des renseignements importants sur la situation en Flandre ; la troisième, enfin, traite plus particulièrement de la région de Liège. Nos lecteurs auront donc ainsi un tableau complet de la Belgique en ces journées historiques.

Et la guerre continue !

Le 19 juin, six semaines après les élections de la « paix », quinze jours après la constitution du gouvernement de la « paix », on pouvait lire dans le Soir Marocain *le résumé suivant des opérations « en cours » au Maroc :*

Les opérations locales en dissidence se succèdent assez rapidement et notre avance s'accentue sans que nous ayons à enregistrer de trop gros chocs (*sic*).

A l'Est, le Général Giraud a pour ainsi dire terminé son effort, et ses troupes s'installent fortement de façon à barrer toute retraite ou toute infiltration des dissidents Ait Haddou qui tiennent encore la montagne et vont être poussés par nos forces du Nord et celles du Général de Loustal.

Le 15 juillet, deux mois après les élections de la « paix », six semaines après **la** *constitution du gouvernement de la « paix »,* **on** *lisait dans tous les journaux la dépêche suivante :*

Rabat, 14 juillet. — Dans la matinée d'hier, le groupe mobile de la région de Meknès, progressant d'Est à l'Ouest dans la région se trouvant au Sud de la chaîne du Rasker, a occupé sans incident les hauteurs couvrant la cuvette Anafgou...

D'autre part, dans la nuit du 11 au 12 juillet, le groupe mobile de Tadla a élargi considérablement vers l'Est ses positions de Tuigeret dans le but de faciliter ses avances ultérieures vers Isroutta et Ijberten.

Et le lendemain, le Matin *publiait les détails suivants sur l'avance « sans incidents » :*

Rabat, 15 juillet. — Télégr. *Matin*. — Le *Matin* a signalé que trois aviateurs ont été carbonisés sur le front dissident. Voici des détails sur ce terrible accident : deux escadrilles de trois avions, venant de Rich, appuyaient l'action des troupes vers Tizeraouine ; il était 6 h. 30. Tout à coup un avion tomba en flammes et s'enfonça en terre. Les 280 kilos de bombes qu'il portait éclatèrent. Ce ne fut que quatre heures plus tard que les troupes purent recueillir les restes humains, dispersés dans un cercle de cent mètres de rayon.

Le deuxième avion, ayant à bord un commencement d'incendie, atterrit sur un mauvais terrain et capota ; le pilote put se dégager mais l'observateur fut brûlé vif sans qu'on ait pu lui porter secours.

Cette tragique journée, qui coûtait si cher à l'aviation, s'est terminée par la prise de Tizeraouine.

Ainsi, les nouvelles se succèdent qui confirment que le plan de guerre établi pour deux ans par le ministère Tardieu pour la conquête de ce que Lyautey lui-même appelait le Maroc « inutile », se poursuit. Tout comme Briand « le Pacifique », Herriot « le Pacifique » fait la guerre. A Genève, à Lausanne, à Paris, à Londres, Herriot maudit la guerre, mais, au Maroc, il la fait. A Genève, Paul-Boncour propose de limiter l'aviation de bombardement, mais, au Maroc, il envoie contre les tribus berbères coupables d'être jusqu'ici restées indépendantes, des avions chargés de 280 kilogs d'explosifs ! Infâmes Tartufes !

A ce propos, signalons aussi ce fait qui étonnera peut-être pas mal de ceux qui n'ont fait la guerre qu'en France. Dans le même article que celui cité ci-dessus, le Soir Marocain *annonce « en passant » qu'un des généraux opérant actuellement au Maroc aurait décidé de ne plus brûler les récoltes des pays qu'il occupe. Si le fait est vrai, ce serait en effet une innovation, car la règle en Afrique, aujourd'hui au Maroc, comme hier en Algérie, c'est de tout brûler et de tout razzier dans les pays qu'on traverse. Pas d'expédition militaire — qu'il y ait combat ou non, que les tribus indigènes aient résisté ou aient fui — sans que récoltes et demeures soient systématiquement brûlées, et que tous les troupeaux aient été razziés. Selon l'expression de Saint-Arnaud, qu'on reproduisait ici à propos du centenaire de l'Algérie, la guerre en Afrique c'est « un Palatinat en miniature ». Car il a beau exister un « droit des gens » et des conventions de la Haye qui déclarent qu'en cas de guerre, la propriété privée doit être respectée, nos ministres « pacifistes » n'en ont cure. Leur presse à tout faire a crié comme chat écorché lorsque les Allemands ont abattu, dans leur retraite, quelques arbres fruitiers sur les routes ; ils ont inscrit dans leurs traités l'obligation pour les vaincus de livrer ceux de leurs*

généraux coupables d'avoir contrevenu aux « lois de la guerre », mais leurs généraux, à eux, ne cessent de violer celles-ci cyniquement. Les villages peuplés de non-combattants, femmes et enfants, sont arrosés par leurs bombes d'avion, et toute la population est affamée, souvent pour plusieurs années, par l'incendie de ses récoltes et le vol de ses troupeaux.

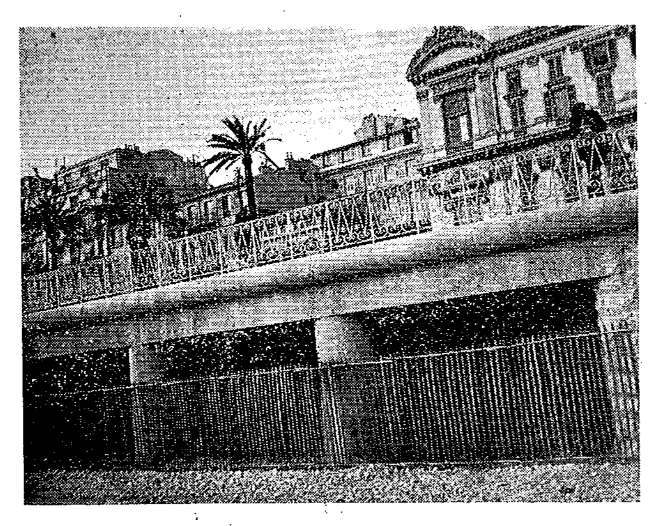
Tout cela se passe au milieu de la souveraine indifférence de nos « pacifistes » traqueurs. Ceux-ci ne risquant point de laisser leur peau dans la guerre du Maroc, la guerre du Maroc ils s'en foutent !

Le meurtre des chômeurs

C'est à Nice, capitale mondiale du luxe et de la fête, que le chômage vient de produire un de ses drames les plus effrayants.

En fait de secours de chômage, la ville de Nice, Nice-la-riche, Nice-la-joie, Nice-la-noce, offre généreusement aux sans-travail de travailler sur ses chantiers trois jours par semaine pour... 25 francs par jour — ce qui fait : soixante quinze francs par semaine. Avec 75 francs par semaine on peut peut-être ne pas mourir de faim, mais on ne peut sûrement pas payer un propriétaire.

Les chômeurs niçois avaient donc pris l'habitude, cet hiver, de se loger, tant bien que mal, à l'abri de la pluie sinon du froid, sur le bord de la plage, au-dessous d'une vaste plate-forme en ciment récemment construite pour l'élargissement de la « promenade des Anglais ». Ils n'y gênaient personne, ne faisaient de mal à quiconque, mais, vivre à proximité des riches, même si c'est au-dessous de leurs pieds, n'est point permis en notre « démocratie ». Le contraste entre la misère de ceux du dessous et la richesse de ceux du haut, était intolérable ! La municipalité fit donc clore de barrières l'abri trop hospitalier !



Au-dessus, la promenade et les riches immeubles
Au-dessous, les abris interdits aux chômeurs

Et force fut aux chômeurs de se mettre en quête d'un autre abri.

Ils le trouvèrent dans un cloaque : une sorte de vaste égout constitué par le lit du Paillon (la rivière de Nice) couvert sur plus d'un kilomètre pour servir à l'édification d'un Casino, de jardins, etc... Ici, personne ne pouvait les voir ! Ils purent y dormir à l'abri des agents de police... mais non à l'abri du fleuve.

On sait ce qu'il advint ! Combien d'entre eux exactement ont été emportés par les eaux ? Nul ne saurait le dire. La mer garde son secret, mais le chiffre qui semble probable est d'une cinquantaine. Cinquante chômeurs, hommes et femmes, avec quelques enfants, qui voulaient travailler, et auxquels les propriétaires des moyens de production avaient refusé les moyens de produire et .. de vivre !

Ces chômeurs, Nice-la-riche les a traités de «trimards », de « clochards », et, la conscience ainsi délestée, Nice s'est remise à danser...

Lausanne ou la grande illusion !

Sous la double pression de la finance internationale et de la social-démocratie internationale, le traité de Lausanne a pratiquement mis fin aux réparations.

La finance et le socialisme tenaient essentiellement à cette suppression des réparations, parce qu'ils sont convaincus que la fin des réparations, c'est la « fin de la crise ».

Illusion !

Les plus acharnés à affirmer que les réparations et les dettes de guerre sont la cause de la crise n'en ont jamais même tenté le moindre commencement de démonstration. Car, que la classe capitaliste de certains pays prélève sur la plus-value qu'elle extrait de son prolétariat une part, relativement minime par rapport à l'énormité de cette plus-value, pour la verser à la classe capitaliste d'autres pays, cela ne saurait, de toute évidence, détraquer tout le système économique mondial. Ni la décadence de l'Angleterre, ni la surpopulation allemande, ni la crise actuelle n'ont point pour cause les réparations. Un fait entre autres : les plus gros paiements effectués par l'Allemagne à la France, qui datent des derniers temps du plan Dawes, correspondent aux années les plus prospères qu'a connues l'économie capitaliste depuis la guerre ; par contre, voici un an que tout paiement de l'Allemagne à la France, et tous paiements de l'Europe à l'Amérique sont supprimés, et cela, non seulement n'a point mis fin à la crise, mais a coïncidé avec la pire des années par lesquelles a passé depuis la guerre l'économie mondiale. La crise du capitalisme, tant celle chronique que celle aiguë qui s'y est ajoutée depuis deux ans et demi, est due à des causes profondes, qu'on a ici maintes fois analysées, et qui n'ont rien à voir, ni avec la guerre, ni avec les dettes de guerre.

Le soulèvement du prolétariat belge

TROIS LETTRES

Vue d'ensemble

J'avais d'abord voulu vous faire un exposé du mouvement, de ses causes, de son développement, en le reprenant point par point à ses diverses étapes. Mais la situation continue ici à être tellement tendue et absorbante que j'y renonce pour aujourd'hui ; je vais simplement me borner à expliquer presqu'au fil de la pensée, les traits les plus saillants de la lutte, quelques constatations, quelques prévisions.

Dans cette mêlée, la classe ouvrière se trouve hésitante, ballotée, déchirée entre deux tactiques ; l'une, préconisée par la masse des ouvriers, par beaucoup de syndiqués de la base, et aussi par de nombreux inorganisés que l'âpreté de leur condition exaspère ; l'autre est défendue par les dirigeants, petits et grands, depuis les membres des Comités centraux jusqu'aux délégués de section : tactique d'attente, de capitulation, de renoncement, de louvoiement, de ralentissement de la pression exercée par la masse. La masse est parfois chaotique, confuse ; elle ne sait pas formuler clairement ce qu'elle exige, étant dépourvue à peu près complètement de militants expérimentés et cultivés, qui, presque tous, sont passés dans les organismes de direction. La masse, la base, a encore, à un certain point, du respect pour ses dirigeants ; elle s'arrête devant la violation de règles qu'elle a elle-même établie, mais qui, interprétées par des casuistes habiles, finissent toujours par se retourner contre l'action. Mais la masse a pour elle la situation économique tragique et inextricable, elle a sa sincérité, son esprit de sacrifice et d'audace, qui peut dormir latent durant de longues périodes mais qui, en ce moment, se réveille, et montre que la confiance du syndicalisme dans la capacité de lutte du prolétariat n'est pas un acte de foi aveugle ; elle repose sur des expériences comme celle que vit à présent la Belgique.

LA SPONTANÉITÉ DES MASSES

Cette spontanéité s'affirme dans la façon dont se propage la grève ; non seulement pas d'ordres d'organisations centrales, mais au contraire utilisation de tous les moyens des règlements syndicaux pour étouffer le conflit, ou tout au moins le circonscrire. Pourtant, la traînée de feu passe.

Dans quelques puits du Levant du Flénu commencent des incidents qu'on croit sans importance. L'intransigeance patronale, qui s'obstine à ne pas réembaucher tout le monde à la fois jette de l'huile sur la flamme ; la solidarité ouvrière fonctionne ; en un rien de temps, quelques jours, le Borinage entier est atteint ; des colonnes de cyclistes, des foules se déplacent à pied de puits en puits ; la Centrale des Mineurs du Borinage qui, au début, ne voulait pas même reconnaître le mouvement, se voit obligée, devant la situation créée, de prendre la tête de la lutte. Au cours des pourparlers, elle cherche à amener les mineurs à accepter une stabilisation des salaires jusqu'au 1er août (à peine pour une quinzaine de jours); elle propose de laisser sur le pavé à titre de chômeurs complets les vieux pensionnés que la piteuse insuffisance de leur retraite oblige à travailler. Mais la volonté ouvrière grandit de jour en jour ; les Borains veulent la stabilisation des salaires jusqu'au 1er novembre, le réembauchage de tous les chômeurs complets sans distinction, pas d'abandon de droits sur le charbon gratuit cédé par les barons de la mine.

Or, au moment où le Parlement terrifié se rallie au vote de la Commission Nationale paritaire des mines accordant satisfaction, voilà que c'est un autre bassin, celui du Centre, entré par solidarité dans le conflit, qui élargit la question. Ce n'est plus de la stabilisation des salaires qu'il s'agit, qualifiée de « stabilisation de la misère », c'est un salaire vital qu'il faut, calculé en excluant dans les index d'appréciation l'élément prix du charbon, élément permettant toutes les tricheries ; et c'est surtout la restitution de toute la partie de salaires non payée par suite des diminutions successives opérées au cours des derniers mois. Et ce n'est pas seulement le Centre qui est venu se joindre à la lutte, c'est Charleroi et sa région ; c'est la Basse-Sambre envahie par les colonnes de cyclistes (sport rouge) ; ce sont les « houilleux » de Liège, très attachés à leurs dirigeants, mais qui n'ont plus voulu travailler dès que les charbonnages furent gardés par les gendarmes ; jusqu'au jeune bassin de la Campine, livré depuis toujours à la réaction complète, où quelques centaines de vaillants osent se montrer solidaires. Et entretemps, ce sont des métallurgistes, des verriers, des ouvriers des soieries qui subissent le « coup de pouce » des colonnes grévistes; « coup de pouce » accueilli avec joie car là aussi on a des raisons d'agir. La flamme court, elle lèche les abords de Bruxelles ; les métallurgistes de Ruysbroeck, aux portes de la capitale, se mettent en grève ; les terrassiers et les bâtimenteux de Buyssinghen aussi. En Flandre, lentement, le prolétariat se met en branle : les métallurgistes de Gand, ceux de Carels et de Van Kerkhove sont de la bagarre. Le gros point d'interrogation est : que va faire Anvers ?

* * *

Cette extension rapide s'explique : la bourgeoisie vient d'accumuler les causes de rébellion ; après 2 ans de misère croissante, au moment où toute la maigre épargne ouvrière est absolument annihilée, le Comité Central Industriel vient d'ordonner de nouvelles diminutions de salaires chez les métallurgistes, les bâtimenteux, les cuirs et peaux. Ces râfles s'ajoutent à une infinité de diminutions, subies, la rage

au cœur, au cours des deux années écoulées.

A ceci le ministre démocrate chrétien Heyman ajoute un arrêté royal qui, sous prétexte de réorganisation et de contrôle de l'assurance-chômage, doit enlever leur bien maigre secours à quantité de miséreux.

En plus, les agrariens belges se permettent d'exiger des mesures législatives qui permettraient de hausser le prix du pain de 10 centimes au kilo.

En face de ce blocus par la faim, le gouvernement ose parler de « complot » communiste. Pauvres communistes, qui, évidemment, suivant leur habitude, ont tâché de mettre la « marque déposée » de leur boutique sur toutes ces résistances ouvrières, mais qui ne peuvent dissimuler le ridicule de leurs tentatives.

En outre, étant donné le culte des chefs qui est en honneur dans ce parti, la police ayant réussi à mettre immédiatement la main sur les « directeurs » et le « matériel » de ce parti communiste qui parle tant d' « illégalité » mais qui ne sait pas prendre les précautions élémentaires — voilà les staliniens désorientés !

***

La spontanéité, le bien fondé, la profondeur du mouvement de la base, s'affirme encore dans l'intervention des femmes boraines. Quand on songe à quel point celles-ci sont écrasées par l'ensemble des conditions de leur vie de ménagère, on comprend combien il faut que leur situation économique soit désespérée pour les avoir fait descendre dans la rue. Elles y sont venues et brutalement s'y sont imposées.

Ce sont elles qui empêchent nombre d'hommes, réquisitionnés soi disant pour les travaux d'exhaure et de sécurité (prétexte difficilement contrôlable), de se rendre à la mine ; ce sont elles qui accompagnent des concerts infernaux offerts à des jaunes auxquels on vient en bande offrir des fleurs ; ce sont elles qui déculottent un ingénieur s'obstinant à prouver sa supériorité d' « intellectuel » en restant au travail malgré la grève. Maintes fois elles prennent la tête des cortèges, allant débaucher les ouvriers et on les voit passer, un gosse sur le bras, tenant à la main quelque chiffon rouge qu'avec bonne humeur elles baptisent « drapia ».

LE FREIN DES DIRIGEANTS

En face de cette spontanéité de la masse, les dirigeants ont tout fait pour arrêter le mouvement. Ils ont, il y a quelques semaines, maintenu secret le referendum général des mineurs afin de ne pas donner d'ampleur à la grève ; ils ont commencé par annoncer que ceux qui participaient aux premières grèves partielles ne toucheraient pas les secours syndicaux statutaires, et auraient seulement droit à l'exemption de leur cotisation syndicale pendant le conflit. Ce n'est que contraints et forcés, en voyant la grève gagner du terrain, que la direction de la Centrale du Borinage fit siens les mots d'ordre de retrait des diminutions des salaires et réembauchage des chômeurs complets ; c'est seulement alors que le Conseil général du Parti Ouvrier belge et la Commission syndicale déclarèrent se solidariser avec les mineurs borains. Et même alors, que de réticences ! Les délégués ouvriers à la Commission paritaire des mines s'engageaient à défendre la première proposition imposée par les patrons qui ne garantit les salaires que jusqu'au 1er août, refuse de réembaucher tous les chômeurs, et exige l'abandon du droit au charbon gratuit ; seule, l'obstination de la base se manifestant par un vote quasi unanime, impose enfin le maintien des salaires jusqu'au 1er novembre et le réembauchage total (compensé hélas par un roulement de travail : une solution de « short time »).

Il y a aussi l'ordre du jour voté par le Parlement unanime (à l'exception du seul député communiste), voté donc par le groupe parlementaire socialiste tout entier, qui faisait confiance au gouvernement pour obtenir des mesures d'apaisement ; il y a encore l'appel des dirigeants socialistes de Charleroi demandant, de l'aveu du « Peuple » lui-même, la protection de la Maison du Peuple par la police locale .

CEUX QUI ONT ÉTÉ AVEC LA MASSE

Il est réconfortant de comparer à cette attitude celle des Jeunes Gardes Socialistes qui, vaillamment, dès le début du mouvement, en présence de l'important déploiement de troupes destiné à intimider les grévistes, firent apposer une affiche invitant carrément les soldats à ne pas tirer ; aussi, les locaux de ces jeunes furent perquisitionnés, leurs affiches lacérées et les responsables seront poursuivis.

A côté d'eux, il faut aussi signaler la bonne et importante besogne développée par les communistes d'opposition à Gilly et, en général, dans la région de Charleroi où ils jouissent d'une grande influence auprès des Chevaliers du Travail. Un de leurs militants les plus actifs, Lesoil, bien connu des lecteurs de la « R. P. », est, à l'heure actuelle, emprisonné, et la police prétend le mêler au fameux « complot communiste ».

D'autre part un autre ami et propagandiste de la « R. P. », Paul Gonda, anarchiste syndicaliste, est emprisonné à Huy pour avoir parlé devant les chômeurs. Un autre camarade anarchiste de Calamine est incarcéré à la prison de Verviers. Nombre d'ouvriers mineurs ont été arrêtés pour avoir refusé d'obéir à l'ordre de réquisition.

L'atmosphère de solidarité a atteint même les mineurs chrétiens et, fait paradoxal, on vit le syndicat chrétien de Cuesmes promener par les rues un drapeau noir. La volonté de lutte du prolétariat belge n'a pas reculé devant les plus grands sacrifices ; deux des siens sont tombés sur le pavé des villages miniers, une douzaine ont été blessés au cours des bagarres. Mais ce sang n'a pas été versé en vain ; des milliers d'enfants de prolétaires ont gardé leur croûton de pain, puisqu'on n'a pas osé toucher aux salaires de leurs pères et que l'arrêté royal attaquant les chômeurs est suspendu.

La classe ouvrière belge a vu que, quand elle se dresse menaçante, le patronat hésite ; puisse-t-elle profiter de la leçon. Puisse la date du 1er novembre où, de nouveau, les salaires des mineurs et des métallurgistes (qui eux aussi ont maintenu leurs positions) seront remis en question, trouver le prolétariat belge uni et ayant fait comprendre aux directions syndicales qu'il entend rester souverain dans ses organisations.

UN PASSANT.

Le 14 juillet 1932.

Flamands et Wallons unis contre le patronat

Le Fakkel, *organe du parti socialiste indépendant de Hollande, publie la lettre suivante de son correspondant belge:*

Pendant que j'écris cette lettre les mineurs du Borinage sont entrés en grève pour protester contre la diminution des salaires. « Partout le prolétariat est maître de la rue ». Malgré la présence des gendarmes, hommes et femmes gardent les points stratégiques afin d'empêcher les jaunes d'aller travailler. Les femmes surtout se montrent prêtes à tout pour arracher la victoire. La moindre étincelle suffirait pour faire éclater l'incendie.

La bourgeoisie est littéralement submergée par l'ampleur et l'étendue du mouvement ; les autorités se montrent impuissantes à protéger les bourgeois et ceux-ci ne doivent la vie qu'à la parfaite discipline des grévistes ; tous les éléments bourgeois d'ailleurs ne se montrent pas trop hostiles aux grévistes.

Quant aux dirigeants du parti socialiste et des syndicats, c'est à contre-cœur qu'ils suivent le mouvement éclaté malgré eux ; aussi leur attitude est sévèrement condamnée par les ouvriers.

La colère des ouvriers est si grande que plusieurs ingénieurs, connus pour leurs sentiments antiprolétariens, ont été promptement déshabillés dans la rue; ils durent regagner leur domicile sous les huées de la population.

EN FLANDRE

Pendant que la grève s'étend dans le Borinage, englobant des milliers de mineurs, la situation dans la Flandre, n'est pas moins tendue. Vous avez déjà dû apprendre les incidents qui se sont produits à Anvers le 26 juin à l'occasion du cortège des « Fraternelles », associations d'anciens combattants de tendance fasciste. Malgré un déploiement énorme de forces policières (1700 gendarmes), les activistes, les communistes et les jeunes socialistes n'ont cessé de conspuer le cortège et l'ont bombardé avec des œufs pourris. Plusieurs généraux, parmi lesquels se trouvait le général Bieburgh, représentant du roi, sont revenus de la manifestation comme des « omelettes ambulantes ». Naturellement la presse bourgeoise a crié au scandale. Elle s'indigne du manque de respect de la part du peuple vis-à-vis des blessés de guerre. Activistes, communistes et socialistes ont répondu « que c'en est assez de voir exploiter les blessés de guerre par la réaction et pour des fins militaristes ! »

Comme dans le Borinage, les dirigeants socialistes ont vu d'un mauvais œil la volonté révolutionnaire du prolétariat. Dans le milieu ouvrier flamand, on s'indigne de l'attitude de Camille Huysmans qui assista à la réception des « Fraternelles » à la Mairie, et déconseilla ouvertement la contre-manifestation, sous prétexte du droit de chacun de propager ses idées dans la rue. Le jour où un Mussolini belge s'imposera, il pourra compter sur la passivité de Camille Huysmans, défenseur de la liberté ! Il va de soi que dans les milieux révolutionnaires on se moque de Huysmans et on se demande « si les vieux dirigeants sont devenus fous ».

Déjà, dans mon premier article, j'indiquais que le front unique entre socialistes de gauche, activistes et communistes (officiels et d'opposition) était en train de se constituer. Les événements d'Anvers ont pleinement confirmé cette thèse. J'ajoute que l'attitude énergique des manifestants n'a pas laissé d'influencer favorablement les mineurs du Borinage (Wallonie).

On ne doit pas oublier que si une grande partie des socialistes flamands est partisan de la séparation de la Flandre et de la Wallonie, le mouvement activiste (séparatiste) de Wallonie a trouvé également des partisans dans le prolétariat Wallon. Celui-ci veut la collaboration entre ouvriers flamands et ouvriers wallons sur le terrain de la lutte de classes, mais repousse l'unité pour des fins patriotiques. Aussi, les événements de Flandre ont été suivis avec beaucoup de sympathie par le prolétariat Wallon qui se trouve encouragé par l'action énergique des révolutionnaires flamands.

De violents incidents se sont produits dans le conseil municipal d'Anvers au sujet de la manifestation des « Fraternelles »; les conseillers socialistes ont refusé catégoriquement de suivre la consigne de Camille Huysmans, et un ordre du jour proposé par ce dernier et soutenu par le maire fut conspué et repoussé.

L'EXTENSION DU MOUVEMENT

Pendant ce temps, la grève s'étend comme une tache d'huile dans le « Pays Noir », et les ouvriers, réquisitionnés par les autorités pour l'entretien des mines, ont, en bloc, refusé. Plusieurs mines déjà sont inondées et le compromis, défendu par des dirigeants syndicaux a été repoussé par les mineurs à l'unanimité. Les autorités affolées craignent de plus en plus la colère populaire. Plusieurs escadrons de gendarmerie de Bruges, Sotteghem et Deynze se rendent dans le Borinage comme renforts.

Les dernières nouvelles mandent que la grève s'étend à travers le Brabant et même dans la région de Liège. Dans les milieux bien renseignés on estime le total des grévistes à 85.000.

Bergen est en état de siège et de nombreuses escarmouches ont eu lieu. L'armée est consignée dans les casernes. Le 7ème régiment de ligne de Malines est arrivé à Bergen. Des autos mitrailleuses parcourent la ville.

A Marchiennes le Pont, des femmes ont forcé les barrages de gendarmes montés et envahi la fonderie. Il y a plusieurs blessés. Ailleurs, les femmes se couchent sur les rails pour empêcher les trams locaux de circuler. Tout trafic est arrêté.

A Montigny-sur-Sambre les gendarmes, reçus par une grêle de briques ont riposté et ont fait usage de leurs armes. Plusieurs blessés dont un grièvement.

A Charleroi, hier soir, une bataille réglée entre la police et des grévistes. Aujourd'hui les grévistes sont maîtres de la moitié de la ville et ont dressé des barricades. Le maire Piron se déclare impuissant à maintenir l'ordre.

A Marchiennes le château du directeur des établissements « la Providence » est en flammes. Les pom-

piers n'ont pu passer pour combattre le feu. Le 10e régiment de ligne, mandé en hâte, aurait fait usage de mitrailleuses.

Tous les journaux paraissent, portant en caractères gras : l' « Emeute révolutionnaire ».

L'ATTITUDE DES ORGANISATIONS

A Bruxelles, d'importants groupes de la population passent la nuit dans la rue, discutant les événements. Le quartier populaire est en pleine fermentation. Les bruits les plus fantaisistes circulent, nous obligeant à chaque instant à les contrôler et à les démentir. La situation s'aggrave. La colère est grande, surtout contre les dirigeants socialistes qui, à quelques exceptions près, restent chez eux. L'Union des Syndicats publie un manifeste dans lequel elle dit : **« Ouvriers, nous vous le demandons pour la dernière fois, restez calmes et dignes (!). Dès à présent nous condamnons toute provocation, de quelque côté qu'elle vienne (!!). Cet avertissement s'adresse également au gouvernement (!!!) ».** Cette dernière phrase est le bouquet ! Les provocations des gendarmes, des exploiteurs et de la réaction ne viennent qu'en dernier lieu. Pas un mot contre les affameurs !

Quant au Conseil Général du Parti Ouvrier belge, il se réunira mardi prochain pour examiner la situation. Déjà le conseil condamne — platoniquement il est vrai — les mesures de provocation prises par le gouvernement contre les ouvriers, qui ne demandent que du pain et du travail. Mais il serait mieux de dire : « Soldats, ne tirez pas sur vos frères de classe ; ils luttent pour une juste cause ! »

En attendant, les dirigeants n'ont qu'un seul but ; briser l'élan de la classe ouvrière. Est-il étonnant, dans ces conditions, que le secrétaire général des mineurs, Delattre, partout où il s'est montré a été conspué par les mineurs ? Pendant que tout le Borinage est secoué par l'émeute, pendant que les autos mitrailleuses parcourent le pays, les Vandervelde restent tranquillement à Bruxelles.

Dimanche soir, une véritable bataille a eu lieu à Rouse. Plusieurs blessés et 1 mort — le jeune Louis Fayllen, 23 ans. Le centre du Borinage donne l'aspect d'un pays en pleine révolution. Partout les ouvriers ont éventré les rues, dressé des barricades. Des avions survolent sans cesse le pays. Plusieurs arrestations ont été opérées, l'Union syndicale du département de Charleroi a proclamé la grève générale pour lundi prochain. En vérité, elle l'est depuis deux jours déjà. Ceci caractérise les dirigeants! Les cheminots du Centre ont décidé — en principe — une grève de solidarité mais.... après qu'elle aura été approuvée par l'Union syndicale nationale. On le voit, les dirigeants socialistes cherchent à gagner du temps.

Le « Peuple » d'aujourd'hui est au-dessous de tout et voit partout des provocateurs. Il reproduit un texte d'un journal bourgeois, le « Soir », disant : « l'ennemie, c'est la crise ; on ne la vaincra ni par des coups de briques ni par des coups de fusil ! » Voilà le socialisme de ces messieurs ! Quand seront-ils enfin, les soldats de la révolution, les soldats du socialisme ?

X.

Les exploits de la " milice rouge " de Liège

Le magnifique élan révolutionnaire du prolétariat du Borinage a franchi les frontières de ce qui est en Belgique le pays noir par excellence. Mais en s'éloignant, il avance de plus en plus lentement et, dans la région liégeoise qu'il vient d'atteindre, il semble y venir mourir. Certes, il y a eu à Liège des après-midi agitées, des soirées fiévreuses, mais la conviction n'y était pas ; le moment psychologique était passé. Voilà ce qui étonnera, sans doute, bien des camarades qui considéraient encore le bassin liégeois, le « bassin rouge », comme une réserve prête à donner au régime capitaliste l'estocade finale ! Mais il y a belle lurette que l'esprit frondeur, primesautier, révolutionnaire liégeois s'en est allé, et qui suit ici le mouvement ouvrier d'assez près en connait les véritables causes.

Citons, en tout premier lieu, la tactique du « à plat ventre » des chefs réformistes qui se contentent, depuis l'armistice, de quelques maigres reliefs du capitalisme. Ensuite, les commissions paritaires, création réformiste qui énerva l'action revendicatrice et tua l'esprit révolutionnaire. N'oublions pas non plus que Liège est une forteresse coopérative — de coopératives très riches qu'un mouvement, soi-disant subversif (au sens bourgeois du mot), risque de ruiner. On ne nourrit pas sans dommage une légion d'employés et de fonctionnaires dont l'action ouvrière ne se résume plus qu'en la défense de cette institution, d'origine prolétarienne, mais que la croissance a fait mal tourner. La plupart des «chefs coopérateurs » détiennent des mandats politiques qui accroissent leur influence et en font les grands manitous du mouvement ouvrier. N'est-il pas fatal que dans ces conditions l'esprit de lutte s'affaiblisse et disparaisse ?

Est-ce à dire pourtant qu'on doive désespérer d'un redressement énergique et rapide ? Que non ! les événements que nous vivons démontrent le contraire.

LA GREVE ECLATE, MALGRE LES CHEFS

Depuis quelques jours les Borains en ont mis un bon coup ; seuls contre l'oligarchie industrielle et financière ils vont de l'avant, se riant des conseils de prudence et de modération que les hommes de la Centrale réformiste leur dispensent. Devant l'unanimité de la classe ouvrière révoltée (socialistes, chrétiens, communistes), le succès chez eux a été rapide. Belle leçon pour le prolétariat ! Pendant que la victoire se dessine et se précise que font les prolétaires liégeois ?

Les communistes prêchent partout la grève de solidarité et débauchent de ci de là quelques camarades. Feu de paille ! le lendemain, obéissant au mot d'ordre de la Centrale réformiste, les camarades rentrent. Cela dure pendant quelques jours. Les communistes ne désespèrent pas d'entraîner le mouvement, ils ne désarment pas, prêchent la cessation du travail, décrètent la grève générale et leurs efforts sont couronnés de succès. L'un après l'autre, les charbonnages du bassin liégeois adhèrent au mouvement. Les mineurs ont donc rompu carrément avec leurs dirigeants réformistes qui réagissent, mais inutilement. Leur échec est complet, la grève se généralise. La Centrale des mineurs semble perdre la tête et se demande comment elle pourra reprendre la direction du mouvement. C'est le gâchis le plus complet : pas de mots d'ordre, aucune directive ; rien. Les ouvriers attendent, quoi ? ils ne savent ; ils vont désemparés. La région garde son caractère habituel : pas d'attroupements, moins de police encore.

Mais la situation va bientôt changer. Les délégués syndicaux se réunissent à la vieille et glorieuse maison populaire, et aussitôt la foule de camarades afflue, stationne devant les locaux socialistes. Elle attend les résultats de la délibération, discutant ferme, s'énervant. On sent à ce moment que la classe ouvrière en a assez d'être bafouée et qu'elle est prête à l'action. Mais il lui faudrait des hommes en qui elle peut avoir confiance et elle les cherche. Les uns ont perdu leur prestige, et les autres n'ont pas leur confiance.

LA « MILICE » CHARGE

Sur la place, parmi la classe ouvrière anxieuse, l'exaltation grandit. Soudain les huées fusent. Les délégués réformistes et les chefs politico-syndicalistes qui les régentent, craignent que les ouvriers ne prennent la maison du peuple d'assaut. Ils font appel à la « milice rouge » qui charge et déblaye la rue et les trottoirs. Les coups pleuvent drus ! oh ! ils n'y vont pas avec le dos de la cuiller nos miliciens réformistes ! Spectacle écœurant que celui de la classe ouvrière s'entredéchirant au moment même où l'action unique eût pu être décisive ! Les bons bourgeois seront rentrés ce soir-là bien rassurés ; les flics ne seront plus les seuls à taper sur la plèbe révoltée ; la milice rouge — nouvelle garde prolétarienne — saura mâter « les crève la faim » qui réclament justice !

Le lendemain de ce coup, digne de spadassins fascistes, la classe ouvrière qui connait ces événements, et qui, dans sa majorité, les juge comme il sied, veut se venger. Un groupe de gardes rouges, qui se rendaient au journal réformiste local « la Wallonie », est rossé d'importance ; leurs armes, en l'occurence des cannes de bambou, sont brisées et les débris transportés en trophée au siège même de la milice (maison du peuple). Quelques vitres volent en éclat, quelques prolétaires écopent des horions, ...mais les badauds reprennent bientôt leur sport favori. Car, en notre bonne ville de Liège, la badauderie est reine. De ci, de là, quelques autres incidents de minime importance surgissent, feu de paille, vite éteint.

Dans la banlieue, c'est le calme plat ; les grévistes discutent paisiblement ; pas de police d'ailleurs pour les énerver. Un essai de manifestation communiste, à Seraing, n'a aucun succès. Aujourd'hui vendredi, le calme continue. Les nouvelles arrivées de Bruxelles me confirment dans cette opinion que le mouvement a vécu.

Des résultats sont atteints ; vous les connaissez. Auraient-ils pu être plus conséquents ? peut-être ! Mais, pour cela, l'union des travailleurs était indispensable, et le récit des événements que je vous donne prouve qu'il n'en a rien été. La classe ouvrière en sort plus divisée. Réformistes et communistes vont à nouveau se livrer une guerre insensée dont le prolétariat belge payera les frais. Les formations de milice ouvrière se sont discréditées aux yeux des travailleurs ; elles doivent complètement changer d'esprit si elles veulent remplir la tâche magnifique qui leur est dévolue : la défense du prolétariat.

UN LIEGEOIS.

Liège, 15 *juillet* 1932.

"L'Humanité" défenseur des rempilés !

Voici les choses effarantes que dans l'article de tête de leur journal, les lecteurs de l' « Humanité » ont pu lire le 3 juillet dernier, sous la signature de Maurice Lebrun :

> Une autre disposition du projet Palmade concerne la diminution du montant des primes d'engagement et de rengagement. Jusqu'à présent les jeunes travailleurs qui contractaient un engagement de cinq ans avaient droit à la maigre prime de 6.200 fr. C'est là-dessus que le gouvernement veut réaliser des économies ! L'exposé des motifs est d'ailleurs à ce sujet d'un cynisme révoltant...
>
> En outre, le ministre de la guerre a prévu des compressions assez sensibles de dépenses par des réductions sur les indemnités de résidence des gradés subalternes et par la suppression pour ces mêmes catégories des améliorations de traitements résultant de l'avancement en grade. Ces dispositions ne visent bien entendu que les soldats ou caporaux rengagés et les sous-officiers...

Nous savions bien que sur la voie de l'anti-communisme, les staliniens iraient loin, mais nous n'aurions tout de même jamais osé penser qu'ils iraient jusque là.

Défenseurs des primes d'engagement et de réengagement ! Défenseurs des « vendus » et des « rempilés » ! Défenseurs de l'armée de métier !

Mais où s'arrêteront-ils ?

Parmi nos Lettres

3 fr. 50 par jour Un camarade du Maroc, qui signe Perdiguier, — car si on ne veut être expulsé, la plus grande prudence est obligatoire — nous écrit, à propos des opérations militaires en cours :

Toutes les informations concernant le Maroc émanent de la Résidence générale, elles sont précises ou vagues selon les besoins de la publicité, mais généralement, tout va pour le mieux. Quant aux journaux marocains, ils sont surtout payés pour se taire. En définitive, tout en étant le « peuple souverain », nous ne savons pas ce qui se passe.

L'opiniâtre résistance des Berbères de l'Atlas nous rappelle en tous cas qu'il est des peuples qui ne sont pas séduits par les beautés de la civilisation occidentale. Le peuple marocain a-t-il gagné à la colonisation? A Casablanca où l'industrie du bâtiment prospère, un manœuvre gagne 6 fr. 50 par jour ; dans la région de Marrakech, l'administration des travaux publics paie un peu mieux ses terrassiers, mais les colons protestent, car cela risque de les obliger à augmenter les salaires de leurs ouvriers agricoles : un moissonneur gagne actuellement 3 fr. 50 par jour.

La mortalité de la population indigène reste à un taux effroyable, les chiffres ci-dessus suffisent à expliquer pourquoi.

*
* *

Les résultats des Caisses ouvrières et leur rôle Notre camarade de Martin, l'ancien militant d'Ugine, nous adresse au sujet des assurances sociales l'intéressante lettre que voici :

J'ai lu avec attention et plaisir l'article du camarade Réchou, sur le fonctionnement de la caisse « Le Travail » de la Somme, et ensuite, la controverse qui en est résultée avec un lecteur de la R.P. Je suis de tout cœur avec Réchou, en tant qu'adhérent à la caisse « Le Travail » du Rhône.

Non; il n'y a pas de bilan lamentable, pour les caisses ouvrières, surtout si l'on tient compte de toutes les forces qui ont essayé de paralyser, et qui paralysent le recrutement des adhérents. Deux cent mille ? non, ce chiffre me paraît bien au dessous de la réalité. On annonce officieusement trois cent mille adhérents aux caisses « Travail » ; cela me paraît assez exact. Il faut tenir compte également des caisses ouvrières en dehors de celles-ci ; peut-être peu nombreuses mais existantes tout de même.

Ainsi, dans le Rhône, où la caisse « Le Travail » compte 30.000 adhérents, et où ce chiffre sera largement dépassé avec le recrutement de ce 1er juillet, les syndicats autonomes du bâtiment ont aussi leur caisse « Le Bâtiment » qui doit compter au moins 5.000 adhérents ; le parti a « La Fraternelle » groupant 1.000 adhérents ; tout cela compte.

L'Union confédérée des syndicats du Rhône compte environ 17.000 adhérents; parmi ceux-ci les deux tiers sont des fonctionnaires (cheminots, tramways, enseignement, services publics... etc.), donc non assujettis aux A.S. C'est par conséquent un assez beau résultat d'avoir pu « faire signer » dans les usines, tant au point de vue moral que matériel, un nombre de plus de 30.000 salariés.

Mais c'est surtout sur le rôle que doivent jouer les caisses « Le Travail » dans l'animation des A. S. qu'il faudrait appuyer. Ce sont elles les plus fortes parmi les caisses ouvrières; elles peuvent donc, si elles veulent, jouer un rôle de premier plan. Jusqu'ici, à mon avis, les caisses départementales « Le Travail » sont un peu le reflet de la tendance syndicale des militants du département. Dans la Somme, nos camarades ont essayé d'être de véritables animateurs, en n'hésitant pas à combattre les prétentions de l'Etat. Evidemment cela était voué à l'échec, mais, si toutes les caisses « Le Travail » avaient été unies pour appliquer les mêmes mesures que celle de la Somme, n'y aurait-il pas eu plus de chances? La création d'un journal commun, édité par l'organisme central, avec des articles de fond sur les revendications communes, et d'autre part une page traitant de la vie particulière à chaque caisse, est-ce que cela ne provoquerait pas les initiatives? est-ce que cela ne permettrait pas de condenser et de généraliser les détails d'application, de pratiquer partout les mêmes méthodes et les mêmes procédés ? Toutes les caisses « Travail » sauraient les tarifs employés dans chaque région, concernant pharmaciens, docteurs, hôpitaux, etc... etc... Chaque caisse pourrait faire connaître ses initiatives particulières, et, sur tout cela, nous pourrions établir un plan commun, car, actuellement, tout en appartenant à un même organisme, nous nous ignorons les uns les autres.

Il nous faut agir, et lutter constamment, d'une part afin de rester à la pointe du combat pour l'obtention de véritables assurances sociales, et d'autre part, pour éviter l'installation du bureaucratisme dans nos caisses car alors...

*
* *

Chansons révolutionnaires A la suite de l'article « Culture et Propagande » consacré à une pièce du théâtre ouvrier, un camarade de Reims donne son approbation à notre critique et il ajoute :

J'espère que vous n'ignorez pas l'affaire de la Muse Rouge, en cas contraire, je tiens à signaler que la Muse comme toutes organisations révolutionnaires indépendantes que le P. C. n'a pu asservir pour sa propagande, subit les mêmes attaques que les syndicats minoritaires.

Après avoir vainement tenté de diviser la Muse Rouge en faveur de la F.T.O.F., le P.C. calomnia et boycotta la Muse, ses chansonniers et leurs œuvres; j'ai peur qu'à la Révolution Prolétarienne on suive l'attitude du P.C. envers la Muse... car jamais je n'ai vu sur la R. P. la moindre réclame ni recommandation.

La R.P. a le devoir de faire connaître les chansons révolutionnaires, poésies, pièces de théâtre ainsi que la revue musicale « La Muse Rouge », (49, rue de Bretagne, Paris, IIIe). Chaque cahier de nos chansons ne coûte que le prix de 1 franc 50 (commandes au camarade Coladant, 51, rue du Château-d'Eau, Paris Xe).

En ce moment, l'hymne révolutionnaire espagnol, traduit en français, attend sur le marbre que les camarades de la « Muse Rouge » possèdent l'argent nécessaire pour le faire paraître dans le no 20 des cahiers de nos chansons.

Que notre camarade se rassure. La « R. P. » s'applique à ne boycotter aucune des créations du prolétariat révolutionnaire. Mais, malheureusement, nous ne pouvons pas les connaître et les suivre toutes. Il appartient à nos amis de nous les signaler et de nous fournir les documents nous permettant de nous faire une opinion.

Notre camarade termine sa lettre en soulevant la question d'une coopérative d'éditions ouvrières. La nécessité l'impose, solide et vivante. Mais ce qui existe a déjà tant de peine à vivre (et nous pensons à la Librairie du Travail si utile et si menacée) qu'on ne peut qu'hésiter devant une création nouvelle. Là encore, les travailleurs devraient voir grand et ce ne sont pas des initiatives personnelles qui peuvent suffire. Ce sont les organisations syndicales qu'il faudra mettre en branle.

La Fédération Confédérée de l'Enseignement fonde une coopérative d'éditions. Puisse-t-elle voir large, éditer non seulement pour l'enfance mais encore pour les adultes — et sans mesquinerie partisane.

AU PAYS TYPE DU CAPITALISME

LA LUTTE DES MINEURS DU KENTUCKY

« Nul n'a chez nous la permission de mourir de faim », dit un adage courant en Amérique. Puisque nous parlons aujourd'hui des mineurs du Kentucky et de la tragédie dont ils sont, depuis seize mois, les héroïques protagonistes, plaçons en tête de cet article les principaux articles de la Constitution de cet Etat :

Tous les hommes sont, par nature, égaux et libres. Tous jouissent de droits imprescriptibles qu'on peut énumérer comme suit:

le droit de communiquer et de répandre leurs opinions et leurs idées,

le droit de s'assembler, de s'associer et de mettre en commun leurs moyens de subsistance, le droit de faire appel aux autorités responsables lorsqu'un état de choses leur est préjudiciable,

liberté de parole, liberté de la presse. Tout homme peut librement parler, écrire, et faire imprimer ses écrits sur quelque sujet que ce soit.

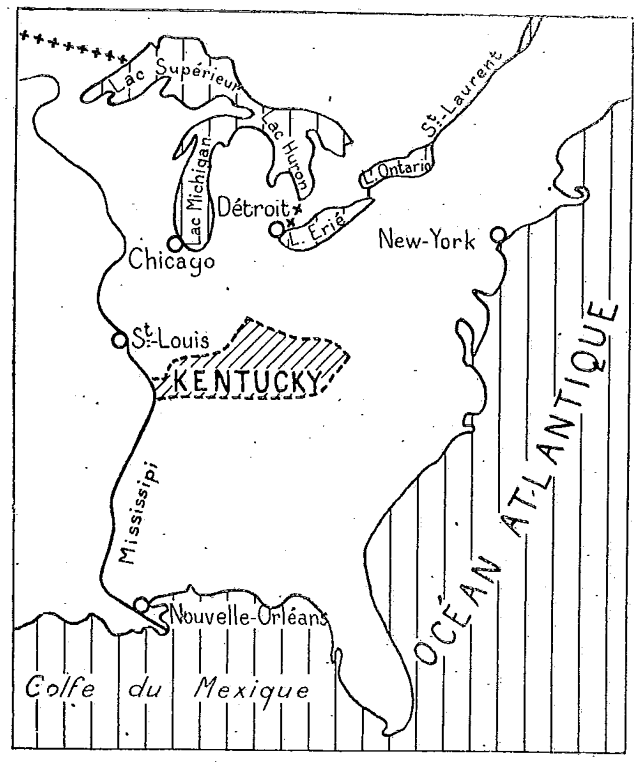
Avant de voir dans quelle mesure le citoyen du Kentucky peut jouir des droits qui lui sont accordés par la Constitution, remontons un peu en arrière.

« Kentucky », c'est un nom indien qui signifie « terre ensanglantée ». Depuis des siècles, ce territoire (superbe par endroits) a été le théâtre de guerres sans merci entre les montagnards et les cultivateurs des plaines. Le sang des Iroquois, des Shawnees et des Cherokees a coulé bien des fois sur les sentiers rocheux et sur les « Prairies Bleues ».

La date de l'arrivée, au Kentucky, du premier blanc, reste encore inconnue. On sait seulement qu'en 1769, un blanc du nom de Daniel Boone y entreprit une périlleuse exploration, qu'en 1774, le poste de Boonesborough était fondé par lui, qu'escorté d'une troupe de pionniers hardis (anglais, irlandais, écossais) ils défrichèrent le pays, repoussèrent les derniers Peaux-Rouges, et s'installèrent dans les montagnes du Cumberland. En 1792, ils prenaient le titre de citoyens de « Kaintuck » et entraient dans l'Union, dont ils formèrent le Quinzième Etat.

C'était un peuple rudé, fermé, silencieux, épris d'indépendance et de solitude, en qui se conservait intact l'esprit des pionniers. Jusqu'au vingtième siècle, il n'eut d'autre langage que l'anglais du XVIe siècle ; ses manières étaient restées celles de la vieille Europe, il s'était farouchement attaché à ses escarpements dont il ne descendait que pour se battre.

A travers les générations, les montagnards du Cumberland ont vaillamment conquis leur réputation de rebelles : sans cesse prompts à s'enflammer pour la défense de leurs droits, leur histoire n'est qu'une longue lutte. Lutte avec la nature, luttes contre les français, les troupes britanniques, luttes contre les formes organisées de la justice, les tarifs douaniers et les taxes d'Etat, luttes contre les Lois dites de Sédition, luttes pour le suffrage populaire. Aujourd'hui, lutte pour l'existence.



Carte de la partie Est des Etats-Unis

L'implantation de l'industrie moderne devait, de fond en comble, bouleverser leur vie. On avait découvert que la partie sud-est du Kentucky formait un riche bassin houiller, les grands capitalistes de Chicago, de Cincinnatti et de New-York firent prospecter toute la région, des Compagnies se formèrent et s'installèrent dans le pays, offrant, à qui voulait se faire embaucher, des salaires alléchants. Poussés par le désir d'améliorer un peu leur condition, les montagnards quittèrent les hauteurs et se présentèrent à l'embauche. Eux qui disaient que la nature ne les avait pas faits pour vivre dans la plaine « car on finit par avoir une jambe plus courte que l'autre, à force de toujours grimper », ils se groupèrent dans les camps, se revêtirent de vêtements de confection, s'entassèrent dans des baraques édifiées à la hâte, « temporairement », leur disaient les agents, et partirent besogner dans les entrailles des montagnes.

Le pays même était devenu méconnaissable : on creusait des routes, des tunnels, les petites métairies étaient abandonnées, un réseau de rails était lancé, les stations de force et les locomotives avaient fait leur apparition, partout, des puits étaient aménagés ; l'exploitation se concentra surtout dans les Comtés de Bell et de Harlan, pas très loin des frontières du

Tennessee et de Virginie, sur une bande de terre allongée de deux cent cinquante mille kilomètres carrés environ, étroitement encastrée entre deux parallèles de montagnes.

DEVELOPPEMENT ET DECADENCE

C'est en 1916 que le développement commence à devenir intensif. Sur les 35.000 habitants que compte en 1916 le Comté de Harlan, et les 65.000 qu'il réunit en 1921, 85 % travaillent à la mine. Avant 1910, pas une seule ligne de chemin de fer ne sillonne le bassin, on n'y trouve, en 1912, que cinq puis de mine. A cette époque, les Morgan, les Rockefeller, les Mellon, les Peabody, les Insull et les Ford sont devenus propriétaires de presque tout le pays (avec quelques familles de l'aristocratie locale), et l'on voit s'installer tour à tour la « United States Steel Corporation C° », la « United States Coal & Coke C° », sous le contrôle de Morgan ; la « Consolidation Coal C° », sous le contrôle de Rockefeller ; la « Elkhorn Piney Coal Mining C° », la « Pike Floyd Coal C° », contrôlées par Mellon ; la « Peabody Coal C° », par Peabody ; la « Black Mountain Corporation », par Samuel Insull ; les mines de « Wallins Creek » et de « Pike County », appartenant à Ford. Le bassin produit annuellement plus de vingt millions de tonnes d'anthracite de la meilleure qualité. Certaines mines — les mines « captives », réservent leur production aux industries filiales du Trust propriétaire.

Dès le début de la guerre mondiale, on exploita fébrilement (anarchiquement aussi, dit-on) jusqu'au moindre filon ; d'interminables files de wagons partaient chaque jour vers la région des Grands Lacs où s'étaient concentrées les grandes usines de munitions, cependant que d'autres cargaisons partaient à destination de l'Europe.

Le Pactole se déverse dans les caisses des Compagnies, leurs profits sont astronomiques.

Pour une journée de douze heures, les mineurs reçoivent alors un salaire de 7 à 9 dollars.

Cette « prospérité » ne devait pas durer longtemps. Bien avant la crise générale qui secoue l'Amérique, dès 1921, une crise assez sévère affecta l'industrie charbonnière. Les mines anglaises étaient exploitées à nouveau, l'Allemagne soldait en fourniture de charbons les « réparations » imposées par Versailles, l'Europe se suffisait à elle-même, l'industrie de guerre, dévoratrice de charbon, avait cessé ; l'emploi de carburants nouveaux se répandait ; de nombreuses mines durent fermer. Celles qui maintenaient leur exploitation eurent beau jeu pour imposer des réductions sur les salaires et allonger la journée de travail.

En 1924, le marasme est visible. Il ne faut cependant pas croire que l'exploitation se traduit par des pertes. Les Compagnies le prétendent et crient bien haut que les mines ne sont ouvertes que pour assurer la subsistance du peuple du sous-sol. Mais la lecture de leurs bilans ne confirme pas tout à fait ces assertions. Pour l'exercice 1930, la « United States Steel Corporation » peut distribuer 72 millions de dollars entre ses actionnaires, elle en partage 60 millions pour l'exercice 1931. Les bénéfices nets de Ford se totalisent encore à 47 millions de dollars pendant la plus mauvaise année. La « Peabody Coal C° » encaisse bon an mal an, pendant la crise, 2 millions de dollars de profits, la « Consolidation Coal C° » chiffre ses bénéfices à près de 4 millions de dollars.

A cause de la crise, le niveau de vie baisse graduellement chez les mineurs. Les neuf dollars d'antan ne sont qu'un souvenir, il faut se contenter quotidiennement de 3 ou de 4 dollars. En 1927, le bruit court que les grandes Compagnies vont cesser d'exploiter. Mais la vie agricole des montagnards avait été détruite sans espoir de retour, leurs demeures étaient balayées, des millions de dollars se trouvaient engloutis dans l'équipement des mines, l'achat du matériel roulant, la construction des routes, des ponts et des chemins de fer. Les Compagnies voulurent, coûte que coûte, récupérer leurs investissements, soutirer encore des profits, elles n'avaient à leur disposition qu'un seul et unique moyen : comprimer de plus en plus les salaires des mineurs, réduire leur part au delà de l'extrême, avilir le travail.

Pendant trois ans — de 1924 à 1927 — une nouvelle diminution de salaire est notifiée presque chaque mois aux travailleurs. Moins régulières, les réductions se succèdent ainsi jusqu'au printemps de 1931. Dans le même temps, le nombre des journées de travail va diminuant sans cesse, les hommes ne sont plus occupés que quatre jours, que deux jours, parfois même qu'un seul jour par semaine. Les quelques avantages concédés par les Compagnies à l'époque du « boom » leur sont retirés un par un.

LA VIE DE L'ESCLAVE

Le salaire du mineur est calculé d'après le poids du charbon qu'il arrive à extraire. Pendant l'exploitation intensive des mines — la période de guerre — les ouvriers purent obtenir que les contrôleurs chargés de peser les wagonnets, les « checkweigmen », fussent des syndiqués. Quand la crise survint, ces contrôleurs furent supprimés, l'évaluation de la production individuelle fut soumise à l'arbitraire des Compagnies, sans qu'aucune réclamation fut jamais tolérée. Par un miracle, les mêmes hommes qui extrayaient journellement 4400 livres de charbon, virent, dans le même temps, leur production être comptée pour 3400 livres.

Diminution des journées de travail, tricherie sur la production, abaissement continu des salaires ; pour s'assurer des bénéfices, les Compagnies avaient plus d'un tour dans leur sac. Alors qu'auparavant, les mineurs avaient le droit d'effectuer leurs achats dans les magasins de la ville, l'obligation leur fut imposée de se fournir exclusivement dans les Economats des Compagnies. Au lieu de toucher des salaires en dollars et en cents, ils touchèrent des «scrips», c'est-à-dire des bons de crédit sur l'Economat de la mine où le prix des marchandises est de 25 % à 150 % supérieur au prix des mêmes marchandises dans le commerce. Les chaussures affichées en ville 1 dollar 98 coûtent 5 dollars à l'économat, le sac de farine de 60 cents se paie 1 dollar 20, et parfois 1 dollar 50 dans les économats.

Il existe des camps où l'interdiction d'acheter ailleurs qu'à l'économat est tout à fait formelle. Des avis placardés sur tous les murs préviennent les familles que les hommes seront renvoyés s'il est prouvé que la ménagère fait le moindre achat dans les

boutiques. Dans d'autres camps, l'obligation n'est pas avouée. Mais dès que la Compagnie apprend que le mineur a échangé ses « scrips » contre des marchandises dans les magasins concurrents (où les scrips subissent d'ailleurs une dépréciation de 25 à 40 %), elle le fait appeler : « Si vous tenez à acheter meilleur marché ailleurs, évidemment, vous êtes libre, mais dans ce cas, vous êtes également libre de chercher ailleurs du travail ».

Cette charge infligée au budget du mineur est, pour la Compagnie, une source intarissable de revenus. On a pu calculer que les frais généraux afférents à l'exploitation d'une mine sont entièrement couverts par les bénéfices provenant de l'Economat.

Les infectes baraques construites «provisoirement» ne subirent jamais aucune réparation, et, de les remplacer, comme on l'avait promis, par des maisons décentes, il ne fut pas question. Posées à même le sol, sans fondations, ou reposant sur quatre grossiers piliers, bâties en bois mal équarri, du papier goudronné en guise de toit, du papier aux fenêtres en guise de carreaux, elles se composent de deux à quatre petites pièces, rarement éclairées à l'électricité, rarement pourvues du gaz, de l'eau courante, ou des commodités élémentaires. A l'intérieur de ces baraques, deux caisses de bois, un seau, un sommier recouvert de vieux chiffons, voilà le mobilier ordinaire du mineur de Harlan.

Dans le camp de Fox Ridge, écrit Mrs Adelaïde Walker, qui aux côtés de Theodore Dreiser, enquêta à Harlan, le seul bâtiment où l'eau ne traverse pas le toit quand il pleut, c'est l'étable appartenant au Directeur. Aucune des maisons de mineur ne possède de dispositif « sanitaire », nulle part de canalisation. Les trois sources qui fournissent l'eau se trouvent à une assez grande distance de la ville, elles sont toutes polluées et ont occasionné l'été dernier, une épidémie de typhoïde. En dehors de ces sources, un petit ruisseau passe au milieu du camp, mais il est à sec en été, et lorsqu'il coule, il est impossible d'y puiser à la fois plus d'une tasse d'eau.

Habillés de loques sordides, sans linge, sans sous-vêtements, les femmes et les enfants vont pieds nus. Faute de chaussures, très peu d'enfants fréquentent l'école pendant les mois d'hiver ; les intrépides doivent fouler pieds nus le sol gelé. Lorsqu'ils interrogèrent les mineurs, les membres du Comité Dreiser apprirent que la grande majorité de la population ouvrière n'était vêtue que de vieux habits donnés par charité.

Le fond de la nourriture consiste essentiellement en haricots bouillis à l'eau et en ce qu'on appelle là-bas le « bull-dog gravy » : c'est une sauce à l'eau, à la farine et à la graisse. Quelques tranches de pain noir, parfois un morceau de lard rance (et c'est un luxe !), en été de la courge à l'eau, c'est l'ordinaire des familles, le travailleur n'emporte que cela pour son déjeuner dans la mine. Heureux, encore ceux qui peuvent manger à leur faim des haricots et du « bull-dog gravy », extrêmement rares les maisons où l'on peut faire plus d'un repas par jour ! Dans le bassin minier, on sait à peine ce que c'est que le lait :

Jamais de lait, écrit Mrs Walker, pas même de lait condensé pour les bébés. Dès le plus jeune âge, les enfants sont mis au régime des haricots et du bull dog gravy. Nous n'avons vu des vaches qu'une seule fois, dans un seul camp, encore, faute de fourrage, leur lait s'était-il tari.

Quand le mineur reçoit chez lui des parents en visite, ou des amis, il doit aller demander au préalable une autorisation au Bureau de la Compagnie. Lorsqu'un décès survient dans sa famille, il lui faut prévenir la Direction pour qu'elle décide de l'arrangement des funérailles. Pendant les élections, il doit se rendre à l'Economat et déposer son bulletin de vote au nom du candidat désigné par la Compagnie. Son courrier lui est remis, décacheté, des mains d'un employé de la Compagnie.

Sur le salaire du mineur, la Compagnie déduit ce qu'elle appelle les « retenues ». Lorsqu'elle fournit un compte à l'ouvrier, (et ce n'est pas toujours le cas) celui-ci voit, portés à son débit sur la feuille de paye : 2 dollars par mois pour le loyer de chaque chambre qu'il occupe, deux dollars pour le médecin (même lorsqu'il peut se passer de tout service médical. Et d'ailleurs il faut voir comment ce service est assuré !), une somme qui varie entre 50 cents et un dollar par mois pour « frais d'obsèques » (même si aucun décès ne se produit dans sa famille), tant pour le combustible de sa lampe, tant pour les explosifs qui lui sont nécessaires dans son travail, tant pour l'entretien et la réparation des outils, tant pour les appointements du pasteur, tant pour l'entretien de l'école (même s'il n'a pas d'enfants). Quoi d'étonnant que le mineur travaille souvent pour solder ces « retenues », que parfois même, sans avoir reçu, il soit en dette avec la Compagnie ? Une retenue lui est également faite pour l'assurance, mais si ses opinions ont incité la Compagnie à le porter sur la liste noire, il ne bénéficiera pas de l'assurance s'il est victime d'un accident.

Dans certains camps, aucun compte de salaire n'est fourni au mineur. La Compagnie se contente d'allouer à chaque famile un « scrip » de un dollar par journée de travail, même si dans la même famille, quatre ou cinq hommes sont employés.

A dater de 1929, et dans l'ensemble, les salaires sont descendus à 70 cents par jour, parfois 80 cents, rarement un dollar. Le temps de travail est limité à deux ou trois jours par semaine. Sur cent feuilles de paye mensuelle examinées par un membre du Comité Dreiser, une seule s'élève à 18 dollars 82 cents. Toutes sont nettement inférieures. Un mineur qui a travaillé 12 jours dans le courant du mois **doit** à la Compagnie 3 dollars 24 cents pour dépenses relatives au travail dans la mine.

La lutte

C'est en 1897 qu'on trouve la première trace d'une organisation syndicale chez les mineurs du Kentucky. En 1899, le syndicat groupe 2000 membres, en 1900, 4000.

En 1917, l'United Mine Workers, affiliée à l'American Federation of Labor (qui, entre 1900 et 1920 a groupé aux Etats-Unis plus de 467.000 mineurs) vient à Harlan soutenir les mineurs en grève. C'est le moment où le patronat a particulièrement besoin de main-d'œuvre, où il lui faut se montrer conciliant : les grévistes obtiennent un contrat de travail, la liberté d'acheter où bon leur semble, le contrôle de leur production par des checkweigmen à eux.. Ajoutons en passant que, dès la reprise du travail, un

nouveau contrat fut refait, et que les checkweigmen disparurent.

Vers 1922, leurs conditions de vie s'étant incroyablement aggravées, et l'United Mine Workers n'apportant, dans les luttes, que temporisation, conciliation, soutien masqué du patronat, les mineurs ont perdu toute confiance envers le syndicat, qui n'intervient jamais que pour freiner son action : ses effectifs fondent à vue d'œil, il est inexistant.

LA LUTTE POUR LE DROIT A L'ORGANISATION

En février 1931, la notification d'une nouvelle diminution de salaire trouva les mineurs de Harlan résolus à se révolter. Pour subsister, la plupart étaient obligés de vendre leur mobilier. La sous-nutrition était telle que la pellagre et la dysenterie sanglante faisaient d'effroyables ravages, particulièrement chez les enfants (dans une collectivité composée de 125 familles, on enterra pendant plusieurs mois, 7 enfants par semaine). Il n'était plus possible de supporter une telle misère sans essayer d'entreprendre une action : on décida de s'organiser. Quelques mineurs restaient encore à l'United Mine Workers, ils formèrent le noyau d'un nouveau syndicat.

Aussitôt informés, les patrons firent savoir qu'aucune organisation syndicale ne serait tolérée. Le juge Jones (apparenté à la puissante famille Hall, propriétaire de mines) promulgua un décret, par lequel toute organisation ouvrière, de quelque nature qu'elle fut, tomberait sous le coup d'une nouvelle loi : la loi du Kentucky contre le « Syndicalisme Criminel ». Se rendait coupable de syndicalisme criminel, tout ouvrier possesseur d'un journal ou d'un tract syndical, tout ouvrier affilié au syndicat, toute personne suspectée de faire de la propagande syndicale, tout groupement d'hommes rassemblés autrement qu'à l'église, tout citoyen du Kentucky s'intéressant au sort des ouvriers, les nourrissant ou leur portant secours, et tout homme trouvé porteur de « littérature inflammatoire ».

Pour le mettre au courant des tentatives d'organisation et lui demander l'assistance de l'Union, un groupe de mineurs alla trouver chez lui Turnblazer, le délégué de la United Mine Workers. Il répondit de façon évasive et s'efforça de « calmer » les ouvriers. Plusieurs meetings de recrutement eurent lieu successivement : aussitôt, par centaines, des mineurs furent jetés sur le pavé, trois mille d'entre eux furent inscrits sur la liste noire, trente cinq maisons ouvrières flambèrent dans la même nuit.

En même temps, d'importants renforts de police étaient amenés dans le Comté : gardes des Compagnies, qu'on arma jusqu'aux dents, « députés » du Sheriff (ses auxiliaires) portés de 60 à 600, et cette engeance qu'on nomme en Amérique les « gunmen » (professionnels du pistolet) ou les « thugs » (étrangleurs) spécialement recrutée parmi les assassins qui sortent de prison (on alla jusqu'à recruter chez les gangsters de Al Capone). Bardées de fusils et de revolvers, disposant même de mitrailleuses, toutes ces patrouilles paradaient dans les camps, dispersant les rassemblements, maltraitant femmes et enfants, provoquant, dénonçant, incendiant, assaillant, pillant, imposant leur sinistre loi.

Mais ces mesures terroristes n'empêchaient pas le syndicat de se développer avec rapidité : les mineurs comprenaient que leur salut résidait uniquement dans l'organisation, ils étaient fermement résolus à lancer le mot d'ordre de grève, auquel les dirigeants de l'United Mine Workers étaient non moins résolument hostiles.

LA GREVE

En mars 1931, la grève éclata spontanément. « Nous mourons de faim pendant que nous travaillons, expliqua un mineur, pourquoi ne pas faire grève pendant que nous mourons de faim ? »

La United Mine Workers déclara la grève illégale, et fit savoir bien haut qu'elle ne la soutiendrait en aucune façon. La Croix-Rouge qui, jusqu'alors avait refusé tout secours aux chômeurs, qui, pendant des années, avait recueilli des fonds parmi les ouvriers, qui, en réalité, depuis la crise, secourait le patronat en réservant exclusivement son aide à ceux qui acceptaient de travailler pour des salaires dérisoires, la Croix-Rouge prit la fuite. Toutes les associations philanthropiques (la Y.M.C.A. entre autres) se voilèrent la face en se retirant à l'unisson.

Les grévistes ne pouvaient donc compter que sur eux-mêmes. Ils dénichèrent une vieille Ford hors d'usage, la réparèrent, et partirent quêter des vivres chez les fermiers des alentours. A différentes reprises, des mineurs firent un raid dans les économats. Touchés par la détresse des femmes et des enfants, des commerçants firent des dons en nature. Ce n'était pas toujours pour eux sans inconvénients. Un épicier d'Evarts, Harry Apleman, ayant fait cadeau aux grévistes d'un camion de sacs de farine, apprit le lendemain qu'il était inculpé d'infraction à la loi sur le Syndicalisme Criminel et qu'un mandat d'amener était lancé contre lui ; pour éviter des années de prison, il dut précipitamment fuir le pays.

Au fur et à mesure que grandissait le mouvement, sa direction cessait d'appartenir à l'United Mine Workers : il était avéré que ses leaders avaient **vendu** les mineurs aux patrons, on eut la preuve des collusions ; le président du syndicat, Lewis, fut accusé d'avoir reçu des Compagnies une forte somme d'argent : il ne protesta pas.

La National Miners Union fit, au mois de juin 1931, son entrée à Harlan. Ce syndicat devait, dans l'espace de quelques mois, grouper 40.000 adhérents dans l'Etat de Kentucky. Avides d'action, écœurés de la trahison de l'United Mine Workers, les grévistes s'empressèrent d'adhérer, soit aux I.W.W., soit à la National Miners Union qui organisaient en même temps les hommes et les femmes, créaient des soupes populaires, et assuraient la subsistance des familles ainsi que la défense des prisonniers.

Que voulaient les mineurs ? Les revendications variaient selon les camps, mais, dans la généralité, elles s'exprimaient ainsi :

Rétablissement des checkweigmen, liberté des achats dans le commerce privé, abolition du « scrip » et paiement en argent, suppression de la dernère réduction de salaire, suppression des retenues pour les « frais de funérailles », les émoluments du pasteur et ceux de l'instituteur, et, en cas d'accident, versement en argent de l'indemnité d'assurance. (Quand

des indemnités étaient versées, c'était toujours en « scrips », l'allocation de ceux-ci s'échelonnant pendant 10 à 15 ans).

La National Miners Union fit, au mois de juin revendications suivantes :

Salaire de 5 dollars 50 par journée de travail à l'intérieur de la mine, de 4 dollars 75 par journée de travail à la surface ; supplément de 2 cents par tonne pour le charbon extrait dans des conditions difficiles ; taux du loyer ramené de 2 dollars à 1 dollar 50 par chambre ; liberté, pour le mineur, de choisir son docteur ; rétablissement des checkweigmen ; paiement des salaires en argent ; liberté des achats.

LA TERREUR

Lorsqu'ils apprirent que les mineurs osaient poser leurs conditions, la fureur des patrons monta au paroxysme. Au mois d'avril, des camions cellulaires traversèrent la ville d'Evarts ; à travers les barreaux de deux cages de fer, on distinguait un groupe de mineurs reliés les uns aux autres par des chaînes encerclant leurs cous. C'étaient des militants syndicalistes.

Le 10 avril, la soupe populaire d'Evarts était dynamitée ; un peu plus tard, une autre était incendiée. Il fallait à tout prix que la famine fît ses ravages, que les grévistes fussent placés dans l'impossibilité de « tenir ». Les « députés », les thugs et les gunmen furent lâchés avec licence de se comporter comme bon leur semblerait à l'égard de tous ces « red necks » (1). Ils se mirent en devoir d'aller tuer les porcs dans les étables — dernières ressources des grévistes.

Les Compagnies chassèrent de leurs baraques les hommes désormais incapables de payer leurs loyers, elles firent une liste de ceux qui avaient acheté des meubles à crédit et demandèrent aux fournisseurs de venir reprendre les meubles. De nombreuses familles durent camper en plein vent, dans des étables, sous des hangars. La chasse aux syndiqués devint impitoyable ; la prison de Harlan s'emplit à un tel point qu'on dut faire coucher les prisonniers à même le ciment de la cour, sans couvertures. On arrêtait les ouvriers pour « association et rassemblement ».

La tension devenait terrible. Le 5 mai 1931, tout près de la ville d'Evarts, plusieurs camions de « députés », armés de mitrailleuses, de revolvers et de fusils, s'arrêtèrent devant un groupe paisible d'ouvriers assis à l'abri d'un buisson, le long de la voie du chemin de fer. « Feu ! » s'écria un policier. Voyant qu'une grêle de balles les assaillait et que les mitrailleuses faisaient rage, les grévistes ripostèrent (ils eussent été, sans cela, tous abattus), trois « députés » furent tués. La bataille dura trente à trente cinq minutes.

Quarante trois arrestations furent immédiatement opérées, qui visaient non seulement les mineurs les plus actifs dans l'organisation du syndicat et la répartition des secours (certains d'entre eux se trouvaient à des kilomètres au moment de la bataille) mais des citoyens de la ville évidemment coupables d'avoir manifesté leur sympathie à l'égard des grévistes, et deux membres de la police qui avaient pris le parti des ouvriers, refusé d'accomplir les crimes qui leur étaient dictés par les grands seigneurs du charbon. Le lendemain, le gouverneur du Kentucky, Sampson, dirigeait sur Harlan 400 gardes nationaux, et proclamait la loi martiale dans le Comté. Les gardes nationaux furent salués à leur arrivée par Turnblazer, le leader de l'United Mine Workers.

Maintenant, les actes de terreur ne se comptent plus. Entre le 30 juin et le 1er août, à Wallis Creek, sous le prétexte de se livrer à des perquisitions, on saccage les maisons des grévistes qui travaillent à organiser les secours. Les rassemblements d'ouvriers sont dispersés avec des gaz lacrymogènes ou des gaz asphyxiants. Pendant la nuit, les thugs et les gunmen déchargent leurs revolvers à travers les maisons des grévistes. Les autos de tous les organisateurs des secours sont dynamitées. Les avocats des prisonniers sont arrêtés et emprisonnés à leur tour. Les donateurs de vivres sont jetés en prison pour « obstruction au cours de la justice ». Burroughts, le représentant du « Comité de Défense » fondé par les I.W.W., est enlevé par la police. Un militant syndicaliste nègre, Henry Thornton, est enlevé par la police. La déléguée de l' « International Labor Defense », Jessie Wakefield, est expulsée de l'Etat, après avoir fait connaissance pendant 5 semaines, avec la geôle de Harlan. Le « député » Randolph, quatre fois convaincu d'assassinat, engagé par les Compagnies qui ont versé pour le faire sortir de prison, une caution de 25.000 dollars, abat le mineur Chasteen à coups de revolver tirés dans le dos. Le « député » Lee Flenor se rend, le soir, à une soupe populaire qui, par miracle fonctionne encore : il interpelle deux mineurs qui viennent de faire la distribution aux familles, il tue l'un d'eux à bout portant — Julius Baldwin — blesse l'autre à l'épaule. Ainsi meurt Joe Moore. Ainsi meurt Carl Richmond. Ainsi meurt Jack Vanetter... Mais il faut renoncer à dresser la liste funèbre des victimes de la police : elle serait trop longue.

Une méthode fort en honneur en Amérique, le « kidnapping » (enlèvement) est quotidiennement exercée par les auxiliaires du Sheriff Blair, qui, dans ses moments de loisir, prend un sombre plaisir à opérer lui-même. L'opération est extrêmement simple : une dizaine d'hommes bien armés pousse dans une automobile la victime désignée. Elle est « taken for a ride » : emmenée faire un tour. En route ! A toute vitesse, on s'éloigne de la ville. A une vingtaine de kilomètres, dans un endroit désert, au bord d'un précipice ou dans un bois, l'auto stoppe : « Descendez ! » Le malheureux descend. On le fouille. « Marchez ! » A peine a-t-il tourné le dos, qu'avec des barres de fer, des matraques de caoutchouc, des poings, des pierres, les policiers tombent sur lui. L'homme chancelle, son sang coule ; s'il tombe, il est sauvagement piétiné, laissé pour mort sur le terrain. Lorsqu'il a la force ou l'adresse d'essayer de s'enfuir, une grêle de balles s'abat sur lui.

Ces petites promenades ne furent pas seulement réservées aux mineurs, tous ceux qui se mêlèrent d'enquêter sur la situation à Harlan ou s'avisèrent de porter secours aux grévistes furent « taken for a ride ».

(1) « les cous rouges », on désigne ainsi tous les militants et tous les défenseurs de la classe ouvrière.

MURAILLE DE CHINE

Dès que la grève du Kentucky se déclancha, les grandes agences de presse dépêchèrent sur les lieux leurs reporters, afin d'informer le public. Les envoyés des grands journaux n'étaient guère suspects de sympathies particulières envers les travailleurs, mais les Compagnies redoutaient toute enquête — le régime de terreur, l'incroyable misère sautaient aux yeux des moins avertis — : elles ordonnèrent l'expulsion de tous les journalistes du dehors. Les obstinés qui voulurent rester furent « taken for a ride » et subirent le sort de l'envoyé de la Federated Press, Boril Israël, qui fut enlevé par la police, et chassé de l'Etat avec une balle dans la jambe.

Aucune nouvelle ne transpirait du Kentucky, entouré désormais d'une muraille de Chine. Les gazettes locales, à la solde des Compagnies, pouvaient fulminer à leur aise contre la « menace rouge », la « main de Moscou » et les « fauteurs de troubles », il n'était plus question que d'exécutions sommaires :

On a montré beaucoup trop de patience, envers ces hommes et ces femmes qui sont en prison à Harlan, écrivait le « Gazette Courier » de Mr Sterling. Plus vite on fusillera cette racaille, mieux les Etats-Unis se porteront. Qu'on les déporte ! Ou qu'on les mette, à l'aube, en face d'un bon peloton d'exécution ! Pourquoi les garder en prison? La seule place qui leur convienne, c'est à six pieds sous terre, entre quatre planches de sapin !

De nombreux échos de la terreur au Kentucky parvinrent jusqu'au grand écrivain, Theodore Dreiser. En octobre 1931, il décida de lancer un appel à une vingtaine de personnalités réputées aux Etats-Unis pour leurs sentiments d'humanité ou leur amour de la justice ; il les priait de l'accompagner dans un voyage d'enquête au Kentucky.

Les sénateurs, les professeurs, les publicistes ainsi sollicités répondirent aussitôt : mais voilà que ceux-ci venaient de tomber tout soudainement malades, que ceux-là partaient en voyage, et que les autres étaient pris par de graves devoirs de famille. Il se trouva cependant sept écrivains assez courageux pour entreprendre une croisade qui certes menaçait d'être dangereuse ; ce furent : John Dos Passos, Charles Walker, Bruce Crawford, Adelaïde Walker, Samuel Ornitz, Lester Cohen, Melvin Lévy.

Au début de novembre 1931, ils se mirent en route, Theodore Dreiser à leur tête, débarquant d'abord à Pineville, dans le Comté de Bell.

Ce que furent les avatars et les enseignements de ce voyage, Dreiser et ses amis l'ont conté dans un livre bien substantiel (1) où se trouve condensée une documentation vraiment édifiante. Espionnés, suivis, menacés, ils furent expulsés de l'Etat et tous inculpés de « Syndicalisme Criminel ». Ils étaient coupables en effet, car ils avaient cherché à découvrir la vérité, ils dénonçaient, devant l'opinion publique américaine, la misère inimaginable des mineurs de Harlan, les crimes terroristes de l'oligarchie charbonnière. Afin de discréditer le Comité Dreiser et pour faire scandale, les magistrats du Kentucky ne trouvèrent rien de mieux que d'inculper Dreiser (outre l'inculpation de syndicalisme criminel), d'adultère, sous le prétexte qu'une femme aurait franchi le seuil de sa chambre d'hôtel !...

Au début de cette année, une seconde délégation d'écrivains, de médecins et de publicistes, à la tête de laquelle se trouvait Waldo Frank, un écrivain de grand talent, décida d'aller distribuer des vivres aux mineurs affamés. La constitution américaine permet à tout citoyen américain de porter secours à ses concitoyens dans le besoin : pourrait-on, à Harlan, jouir des droits octroyés par la Constitution ? — Waldo Frank posait la question.

La police du Kentucky devait se charger de la résoudre. Arrivée à Pineville, l'expédition, suivie de ses camions de vivres, fut accueillie par les autorités venues à sa rencontre. Soucieuse d'observer toutes les formes légales, elle sollicita la permission de distribuer des vivres aux mineurs. Après maintes conférences, la permission fut accordée, mais à la condition expresse que cette distribution s'effectuerait en dehors de la ville, et que, surtout, aucune « parole inflammatoire » ne serait prononcée.

« Si, d'aventure, un policier empêche un ouvrier de recevoir la part qui lui revient, et si cet ouvrier constate simplement le fait sera-ce considéré comme une parole inflammatoire ? — Oui, répondit l'Attorney du Comté, cela sera considéré comme une parole inflammatoire ».

Prévenus qu'une distribution devait leur être faite à un endroit donné, les mineurs arrivèrent en foule ; ils furent aussitôt entourés de « députés », de thugs et de gunmen. Pour éviter l'accusation d'avoir prononcé le moindre discours inflammatoire, la petite délégation remit aux ouvriers le soin de faire eux-mêmes la distribution. Mais, à peine avait-elle quitté les lieux, que les policiers sortaient leurs revolvers, repoussaient les grévistes et... se partageaient le contenu des camions.

La nuit suivante, Frank, ses amis, ainsi qu'un avocat des ouvriers emprisonnés, Allen Taub, étaient extraits de leur chambre d'hôtel, « taken for a ride » par des notabilités de la ville (propriétaires de mines, haut personnel minier, directeurs de journaux) et des officiers de police. Conduits dans un site désert, assommés à coups de matraques, lynchés sauvagement, ils tentèrent de prendre la fuite : une volée de balles les poursuivit, ponctuée de sarcasmes : « Qui veut faire un discours sur l'exercice des droits constitutionnels ? Alors, reviendrez-vous au Kentucky ? »

Waldo Frank, atteint par une balle, était assez gravement blessé ; ses compagnons, défigurés, mâchoires brisées, membres contusionnés, étaient couverts de plaies.

Conduite par le directeur d'un collège, Lucien Koch, une autre délégation d'étudiants venue pour distribuer également des secours aux grévistes du Kentucky, fut, dès son arrivée, « taken for a ride », et consciencieusement assommée.

LA JUSTICE

Féroce, la répression s'abat sur les initiateurs du mouvement syndical. Deux militants syndicalistes de Harlan : W. Jones, et Hightower (77 ans), viennent d'être condamnés à la détention perpétuelle. Afin que la condamnation soit plus certaine, les maîtres

(1) « *Harlan miners speak* ». Harcourt Brace, éditeur (Rapport du Comité Dreiser).

du charbon ont intimé, au shériff Blair et au juge Jones, l'ordre de traduire les accusés devant un tribunal situé à 800 km. de Harlan, dans un district où la vieille hostilité de « ceux de la plaine » contre « ceux de la montagne » survit encore, et où, faute d'argent pour payer leur voyage et leurs frais de séjour, les accusés n'ont pu faire venir leurs témoins. Au lieu de tirer au sort les membres du jury, comme la loi le prescrit, on a sélectionné le jury parmi les petits-fils des grands propriétaires d'esclaves, riches planteurs de tabac, éleveurs de chevaux, ennemis et contempteurs des ouvriers.

Le 31 mai dernier, pour une session de 10 semaines, s'est ouvert le procès des 40 accusés d'Evarts, parmi lesquels se trouvent 27 mineurs syndiqués. On a commencé par un nègre, Elzie Phillips, après lui avoir, naturellement promis la liberté, s'il consentait à témoigner contre ses frères blancs. Mais le temps est passé où l'on pouvait jeter l'un contre l'autre deux hommes de même classe mais de peau différente. A l'heure où nous écrivons ces lignes, le sort de militants héroïques se décide. L'ombre de la chaise électrique se profile peut-être...

*
* *

... Avant de terminer, la plume hésite une seconde : Toujours et toujours des appels ! Il y a quelques mois, appel pour Tom Mooney et pour Billings. Il y a quelques semaines, appel pour les huit nègres de Scottsborough. Aujourd'hui, un nouvel appel, venu des profondeurs de la misère, porté par l'haleine de la mort.

— Non, nous n'hésitons pas. Nos camarades le savent bien : tant que durera le régime capitaliste, tant que dans un pays comme les Etats-Unis, 350 familles pourront détenir 95 % de la fortune du pays et des moyens de production, les ouvriers seront sans pain, les militants seront punis de mort. Ceux-ci ne seront victorieux et ceux-là ne seront sauvés que par la solidarité de leur classe tout entière. Aussi, de toutes nos forces nous crions : A l'aide, camarades, à l'aide des mineurs de Harlan ! Au secours de leurs défenseurs !

Magdeleine PAZ.

NOUS AVONS REÇU :

LUDWIG LEWISOHN : *Les derniers jours de Shylock* (Rieder).

Histoire du *Marchand de Venise*, au point où Shakespeare l'abandonne. Un livre à lire pour le message de foi en une humanité meilleure, qui se dégage des récits de barbarie et d'oppression.

ANDRÉ BAILLON: *Roseau* (Rieder).

Un petit bonhomme de collégien, de santé et de volonté délicates, qui prend tout au sérieux, qui a ses élans, ses déceptions, un besoin mal compris de tendresse, qui veut être sage, ce qui n'est pas toujours sans danger : un roseau.

Léon WERTH : *Cour d'Assises* (Rieder).

Tableaux du Palais très inégalement significatifs. Entre eux, nous avons particulièrement remarqué l'*Affaire de la Rue Damrémont* où l'on voit que les juges perdent le sens de la justice quand la cause de leur classe est en jeu.

CONSTANT MALVA : *Histoire de ma mère et de mon oncle Fernand.* (Valois).

Une intéressante préface de Barbusse sur ce que doit être la littérature prolétarienne fait heureusement oublier le pauvre récit de Malva.

EN ALLEMAGNE

La pression syndicale pour le front unique

LA RESOLUTION DE LA BEWAG

Le mois dernier j'écrivais qu'il y avait maintenant en Allemagne une volonté sourde parmi les masses ouvrières d'organiser rationnellement la résistance. Devant les progrès de la réaction, qui se permet des choses que l'on aurait à peine pu supposer il y a un mois (par exemple interdiction pour 5 jours de l'organe central du parti social-démocrate), cette volonté revêt des formes plus concrètes. Les appels lancés par des ouvriers pour une action commune du prolétariat lors des prochaines élections du Reichstag se font plus insistants et plus nombreux.

C'est ainsi que les militants actifs des syndicats de la grande centrale électrique de Berlin (plusieurs milliers d'ouvriers) ont pris la résolution suivante :

Les militants syndiqués actifs de la Bewag (1) *chargent les représentants ici présents de l'Union des Techniciens, de l'Union des employés, de l'Union générale* (2), *de provoquer l'établissement par les fédérations syndicales d'une plate-forme en vue de la formation d'un bloc électoral de gauche (Parti Communiste et Parti Socialiste).*

Des milliers de membres des syndicats chargés d'une fonction au sein du mouvement syndical, des millions d'ouvriers et d'employés exigent, en ces heures de grave danger, que l'on réfléchisse sur les fautes que des deux côtés on a commises. Il faut créer une vague d'enthousiasme; des milliers et des milliers de militants responsables l'attendent pour pouvoir battre d'un élan irrésistible l'ennemi commun.

Cette résolution sera adressée aux comités exécutifs des partis communiste et social-démocrate.

D'autre syndicats, des grandes villes allemandes, ont pris des résolutions analogues. L' « Etincelle », le journal qui avait fait l'enquête dont nous avions donné un extrait, a lancé une idée excellente : celle d'un referendum sur la résolution de la centrale électrique de Berlin. Des signatures sont récoltées dans les usines, dans les bourses du travail, dans les assemblées politiques et syndicales ; elles ont dû être envoyées avant le 15 juillet à la direction de la C.G.T. allemande.

Dans deux localités ouvrières de la Ruhr le front unique a été réalisé par dessus les centrales et l'on travaille à l'organisation de la défense.

Chaque jour apporte de telles nouvelles et l'on sent que l'idée gagne du terrain malgré les divisions entretenues par les journaux social-démocrates et communistes, malgré la politique sectaire des partis et la carence des chefs des syndicats.

LA NOUVELLE ATTITUDE DES CENTRALES

Devant cette vague d'unité qui monte, comment réagissent la direction de la C.G.T. allemande et les centrales des partis ?

(1) Nom de la centrale électrique de Berlin.

(2) Syndicat qui groupe les travailleurs des services publics; plus de 600.000 membres.

La C.G.T. allemande a publié, le 23 juin, la résolution suivante de son comité central :

Depuis le renversement du gouvernement Brüning l'idée du front unique entre les partis communiste et socialdémocrate est abondamment discutée dans les usines.

Le comité central de la C.G.T. est convaincu que le combat contre l'ennemi commun impose le devoir impérieux d'une action commune du mouvement ouvrier allemand. Pendant les dernières quinze années, depuis le début de la scission et de ses terribles conséquences, ce furent les syndicats qui demeurèrent les propagandistes de l'idée d'unité. Dans les rangs de nos organisations cette unité a été sauvegardée dans les limites des possibilités politiques. Le fait que l'on s'adresse à la C.G.T. pour prendre le rôle de médiateur est une preuve de la vérité de cette affirmation.

Malheureusement cela n'a pas encore suffi pour que la condition nécessaire à la création d'un front unique soit réalisée; en effet, la calomnie n'a pas cessé ses ravages. Le comité central du parti communiste vient encore de déclarer qu'il est décidé à continuer ce combat sans restrictions. La centrale du parti communiste a, dans une résolution, le 20 juin, fixé sa position de la manière suivante :

Les communistes déclarent franchement qu'ils ne pensent pas à accorder d'armistice aux partis politiques qui, par leur politique, ont facilité l'avènement du fascisme. Une telle paix est désirée par le parti social-démocrate et par la C.G.T. parce que ceux-ci ont peur de perdre leurs mandats aux prochaines élections... Pour les communistes il n'y a pas d'armistice possible avec les traîtres et les ennemis du mouvement ouvrier...

Dans ces conditions le comité central de la C.G.T. ne peut compter sur un succès dans la réalisation du front unique.

Un front unique de défense, formé par les partis politiques de la classe ouvrière, n'est possible que si les participants renoncent à calomnier les camarades.

C'est la tâche des ouvriers syndiqués de créer la base morale nécessaire pour la création d'une action commune de défense de tout le mouvement ouvrier allemand.

Cette résolution présente de grandes faiblesses, cependant, la C.G.T. allemande s'y déclare, au fond, prête à assumer la direction d'un front unique, ce qui est un grand progrès. On n'y sent pas non plus autant qu'autrefois la dépendance à l'égard du parti social-démocrate. Tout cela est signe que l'action courageuse des militants de la base n'est pas vaine. Le grand défaut de cette résolution est qu'elle n'ose pas faire des propositions aux deux partis ennemis, en vue de la réalisation d'une action commune. Une telle proposition bien formulée, largement répandue forcerait la main aux partis.

D'ailleurs, malgré ses déclarations, la direction du parti communiste semble vouloir modifier son attitude. A Berlin, le parti communiste a proposé des manifestations communes avec la social-démocratie, et selon des mots d'ordre acceptables ; la social-démocratie pose la condition que cesse toute calomnie. La social-démocratie, elle aussi, fait par l'intermédiaire du « front d'airain », des propositions de démonstration commune. Le « front d'airain » semble davantage vouloir tenir un langage au-dessus des partis qu'il y a un mois. On sent l'influence des syndicats. Mais tout cela n'est encore qu'à son premier stade de développement.

La classe ouvrière a actuellement une grande chance : elle peut mettre à profit les dissensions entre les forces réactionnaires. Mais il faut agir vite ; cela dépend essentiellement des militants de base.

René BERTHOLET.

ENTRE NOUS

UN NUMÉRO INTERNATIONAL

Ce numéro a une physionomie un peu différente de celle de nos numéros habituels. La plupart de nos rubriques, « Renaissance du Syndicalisme », « A travers les Livres », « Faits et Documents » ont dû être supprimées. D'autre part, le mouvement proprement français est presqu'absent. La raison en est qu'il se passe actuellement de grands événements, et que c'est en dehors de la France qu'ils se passent. Nous ne pouvions remettre à plus tard nos correspondances sur le magnifique mouvement de masse de la classe ouvrière belge ; nous ne pouvions attendre pour porter à la connaissance de nos lecteurs tout ce qui nous parvient sur les possibilités de réaliser le front unique de la classe ouvrière allemande, duquel dépend la solution du drame immense qui se joue outre-Rhin, drame non seulement pour le prolétariat allemand, mais pour tout le prolétariat européen ; et nous ne pouvions non plus laisser s'achever les procès des mineurs du Kentucky sans faire entendre notre protestation.

TROP A L'ÉTROIT DANS 16 PAGES

Cela nous montre une fois de plus combien nous sommes trop à l'étroit dans nos 16 pages.

Il nous faudrait au moins 4 pages de plus. Cela est possible — sans augmentation du prix de l'abonnement — si le nombre de nos abonnés augmente suffisamment. Et cela, ça dépend de nos amis ! Si nos abonnés, nos lecteurs le veulent, s'ils veulent nous faire une propagande suffisante, nous pourrons, l'année prochaine, augmenter le nombre de nos pages,

L'été, époque des déplacements, des vacances, des congrès est loin d'être un mauvais moment pour cette propagande.

A NOS CAMARADES DE L'ENSEIGNEMENT

C'est ainsi qu'au début du mois prochain ont lieu les deux Congrès de l'enseignement : les unitaires à Bordeaux, les confédérés à Clermont-Ferrand.

Comme chaque année, la « Révolution Prolétarienne » publiera les impressions des militants qualifiés de ces organisations ; nul doute qu'après une année aussi chargée d'événements importants, les syndicalistes de l'enseignement ne soient désireux de s'informer sur ces Congrès.

De plus, un groupe de camarades vont prochainement nous fournir une série d'articles sur les méthodes d'éducation nouvelle.

Nous attirons l'attention de nos amis de l'enseignement sur ces faits, en leur demandant d'intensifier leur effort pour nous apporter des abonnés (3 mois, 10 francs ; et pour les anciens du « Cri » : 6 mois, 10 francs) — et de fournir à l'administration des listes d'abonnés possibles à qui nous adresserons notre revue.

Cinq minutes de travail qui peuvent accroître l'influence de notre

RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE.



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET Cie
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.